

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2969

[C — 2009/39443]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, inzonderheid op de artikelen 168 en 170;

Gelet op het voorstel van huishoudelijk reglement besloten door de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, overgezonden op 9 april 2009;

Op de voordracht van de Minister belast met het Leerplichtonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs wordt goedgekeurd.**Art. 2.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 januari 2006 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, wordt opgeheven.**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.**Art. 4.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Gespecialiseerd Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Chr. DUPONT

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2970

[C — 2009/29444]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment l'article 4, § 4 tel que modifié par le décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu le protocole du 24 mars 2009 du sous-comité de concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés pour l'enseignement non confessionnel;

Vu le protocole du 24 mars 2009 du comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II et du Comité de négociation pour les statuts du personnel de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 6 mai 2009 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de M. le Ministre de l'Enseignement obligatoire ayant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend :

- 1^o Programme de cours : document reprenant par filière et année ou groupe d'années d'études, les objectifs, contenus et socles de compétences des formations dispensées qu'un Pouvoir organisateur établit afin d'atteindre, par ses méthodes pédagogiques, les objectifs et les socles de compétences détaillés, en fonction des socles de compétences fixés par le Gouvernement dans l'article 4, § 3, 1^o du décret du 2 juin 1998.
- 2^o Compétence : aptitude reconnue, et évaluée, à maîtriser un savoir, un savoir-faire ou une attitude et contribuant à donner un sens aux productions artistiques ainsi qu'à leur réalisation.
- 3^o Objectif (ou mission de l'enseignant) : but à atteindre par l'organisation d'un cours en référence aux finalités définies à l'article 3 du décret du 2 juin 1998 et aux objectifs fixés à l'article 4 du décret précité ainsi que ceux repris en annexe 1 et 2 de l'Arrêté du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves.
- 4^o Contenu : matière(s) enseignée(s).
- 5^o Méthode pédagogique (de la liberté du Pouvoir organisateur) : moyen mis en œuvre pour enseigner les contenus, en tenant compte des objectifs visés et des socles de compétences que les élèves doivent atteindre.

- 6° Socles de compétences : référentiel présentant de manière structurée les compétences de base à atteindre, à exercer et à maîtriser à la fin de chacune des étapes de la formation artistique.
- 7° Mise en application : date de la rentrée scolaire qui suit l'approbation du programme de cours transmis.
- 8° L'Administration : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique.
- 9° L'Inspection : Le service de l'Inspection de l'enseignement artistique visé à l'article 3, alinéa 2, 6° du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.
- 10° Le Ministre : le Ministre ayant l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions.
- 11° Le décret : le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.
- 12° Jours ouvrables : les jours, autres que fériés légaux, du lundi au vendredi.

Art. 2. Pour chacun des cours artistiques de base organisés conformément à l'article 4, § 3, 1° du décret, le Pouvoir organisateur établit un programme par intitulé de cours tel que repris à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves.

Dans le respect des critères fixés en annexe n°1 de l'article 3 de l'arrêté du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves, ce programme reprend par filière et année ou groupe d'années d'études : les objectifs et les contenus du cours, les méthodes pédagogiques qu'il se propose d'utiliser et les compétences à atteindre et à maîtriser par les élèves.

Art. 3. Pour chacun des cours artistiques complémentaires organisés conformément à l'article 4, § 3, 2° du décret, le pouvoir organisateur établit un programme par intitulé de cours tel que repris à l'article 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves.

Dans le respect des critères fixés en annexe n° 2 de l'article 4 de l'arrêté du 6 juillet 1998 relatif à l'organisation des cours ainsi qu'à l'admission et à la régularité des élèves, ce programme reprend par année ou groupe d'années d'études : les objectifs et les contenus du cours et les méthodes pédagogiques qu'il se propose d'utiliser.

Art. 4. Le Pouvoir organisateur peut établir plusieurs programmes par intitulé de cours de base ou complémentaire pour lesquels les moyens et les modes d'expression concernés, définis dans les objectifs pédagogiques et les contenus abordés, requièrent des méthodes spécifiques et des compétences particulières.

Dans ce cas, chaque enseignant précise à quel programme de cours il adhère et le Pouvoir organisateur transmet la preuve de la décision à l'Administration.

Art. 5. Les enseignants sont tenus de mettre en application les programmes de cours du Pouvoir organisateur approuvés par le Gouvernement. Le Pouvoir organisateur peut inviter ses enseignants à lui soumettre un nouveau projet de programme de cours. Dans ce cas, la procédure d'approbation est celle fixée par le présent arrêté.

Art. 6. En complément et afin d'assurer la qualité du niveau des études, le Pouvoir organisateur transmet à l'Administration le projet éducatif du Pouvoir organisateur, le projet pédagogique de l'établissement contenant le règlement d'ordre intérieur du Conseil des études, la liste des professeurs et leurs attributions, la liste des cours et leur structure ainsi qu'une note de synthèse faisant apparaître :

- la cohérence pédagogique et artistique qui relie les différents cours entre eux et qui les relie au projet éducatif de l'établissement mis en phase avec le projet éducatif du Pouvoir organisateur;
- les moyens mis en œuvre pour répondre aux finalités et objectifs de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, tels que définis aux articles 3 et 4 du décret.

Art. 7. Le programme de cours mentionne les noms du Pouvoir organisateur, de l'établissement et s'il échet, de l'implantation; le nom du domaine artistique, la filière, le cours et/ou la spécialité, l'année ou le groupe d'années, la référence du programme et/ou, le cas échéant, le nom du professeur/rédacteur.

Art. 8. Les nouveaux projets de programmes de cours ou les propositions de modifications de programmes de cours sont transmis par courrier recommandé à l'Administration au plus tard le 15 février précédant leur mise en application.

Art. 9. Dans les trente jours ouvrables, à dater de la réception du projet de programme, l'Administration soumet l'avis de l'Inspection au Ministre pour approbation par le Gouvernement.

Art. 10. § 1. En cas de décision négative, le Pouvoir organisateur reçoit de l'Administration, une analyse détaillée motivant point par point les raisons de la non approbation du programme de cours. Il dispose d'un délai de quarante-cinq jours ouvrables à dater de la date de la notification de cette décision, pour transmettre à l'Administration, par courrier recommandé, un nouveau projet de programme de cours.

Endéans un délai de trente jours ouvrables à dater de la réception du nouveau projet, l'Administration transmet son avis et l'avis de l'inspection, au Ministre.

Après avis de l'Administration et de l'Inspection, le Gouvernement approuve le nouveau projet de programme de cours.

§ 2. En cas de nouvelle décision négative de la part du Gouvernement, le cours ne sera pas subventionné par la Communauté française.

Art. 11. Les programmes de cours approuvés par le Gouvernement avant le 1^{er} septembre 2009 sont réputés approuvés selon les termes du présent arrêté.

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 juillet 1998 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

Art. 14. Le Ministre de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2970

[C - 2009/29444]

27 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 4, § 4, zoals gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 1998 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van 24 maart 2009 van het subcomité van overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra voor het niet-confessioneel onderwijs;

Gelet op het protocol van 24 maart 2009 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 mei 2009, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs belast met het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° Cursusprogramma : document waarin opgenomen wordt per filière en per jaar of groep van studiejaar, de doelstellingen, inhouden en basisvaardigheden van de verstrekte opleidingen die een Inrichtende macht bepaalt om de uitvoerige doelstellingen en basisvaardigheden dankzij pedagogische methodes te bereiken in functie van de basisvaardigheden vastgesteld door de Regering in artikel 4, § 3, 1° van het decreet van 2 juni 1998;
- 2° Bekwaamheid : erkende en geëvalueerde bekwaamheid om de kennis, de know-how of een gedrag te beheersen en die een zin geeft aan de kunstproducties alsook aan de uitvoering ervan;
- 3° Doelstelling (of opdracht van de leerkracht) : de doelstelling die bereikt moet worden door de organisatie van een cursus met verwijzing naar de finaliteiten bedoeld in artikel 3 van het decreet van 2 juni 1998 en de doelstellingen bedoeld in artikel 4 van het bovenvermelde decreet, alsook deze opgenomen in de bijlagen 1 en 2 van het besluit van 6 juli 1998 betreffende de organisatie van de leergangen alsook de toelating en de regelmatige aanwezigheid van de leerlingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- 4° Inhoud : onderricht(e) vak(ken)
- 5° Pedagogische methode (naar keuze voor de inrichtende macht) : aangewende middelen om de inhouden te onderrichten door rekening te houden met de beoogde doelstellingen en de basisvaardigheden die de leerlingen moeten bereiken;
- 6° Basisvaardigheden : referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de basisbekwaamheden voorstelt die bereikt, uitgeoefend en beheerst moeten worden op het einde van elke stap van de kunstopleiding;
- 7° Toepassing : datum van het begin van het schooljaar volgend op de goedkeuring van het bezorgde cursusprogramma;
- 8° De Administratie : de Algemene Directie Niet-Verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
- 9° De Inspectie : de Inspectiedienst van het kunstonderwijs bedoeld in artikel 3, tweede lid, 6° van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;
- 10° De Minister : de Minister belast met het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;
- 11° Het decreet : het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

12° Werkdagen : de andere dagen dan de feestdagen, van maandag tot vrijdag.

Art. 2. Voor elke artistieke basiscursus georganiseerd overeenkomstig artikel 4, § 3, 1° van het decreet, stelt de Inrichtende Macht een programma op per opschrift van de cursus, zoals opgenomen in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 1998 betreffende de organisatie van de leergangen alsook de toelating en de regelmatige aanwezigheid van de leerlingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Met inachtneming van de criteria vastgesteld in bijlage 1 van artikel 3 van het besluit van 6 juli 1998 betreffende de organisatie van de leergangen alsook de toelating en de regelmatige aanwezigheid van de leerlingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, neemt dit programma per filière en per jaar of groep van studiejaren het volgende op : de doelstellingen en de inhouden van de cursussen, de pedagogische methodes die het van plan is te gebruiken en de bekwaamheden die door de leerlingen bereikt en beheerst moeten worden.

Art. 3. Voor elke aanvullende artistieke cursus georganiseerd overeenkomstig artikel 4, § 3, 2° van het decreet, stelt de inrichtende macht een programma op per opschrift van cursus, zoals opgenomen in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 1998 betreffende de organisatie van de leergangen alsook de toelating en de regelmatige aanwezigheid van de leerlingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Met inachtneming van de criteria vastgesteld in bijlage 2 van artikel 4 van het besluit van 6 juli 1998 betreffende de organisatie van de leergangen alsook de toelating en de regelmatige aanwezigheid van de leerlingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, neemt dit programma per jaar of groep van studiejaren het volgende op : de doelstellingen en de inhouden van de cursus en de pedagogische methodes die het van plan is te gebruiken.

Art. 4. De inrichtende macht kan verschillende programma's opstellen per opschrift van basis of aanvullende cursus waarvoor de betrokken middelen en uitdrukkingwijzen, bepaald in de pedagogische doelstellingen en de inhouden, specifieke methodes en bijzondere bekwaamheden vereisen.

In dit geval bepaalt elke leerkracht bij welk cursusprogramma hij zich aansluit en bezorgt de inrichtende macht de Administratie het bewijs van de beslissing.

Art. 5. De leerkrachten zijn ertoe gehouden de cursusprogramma's toe te passen van de Inrichtende macht die door de Regering worden goedgekeurd. De inrichtende macht kan zijn leerkrachten verzoeken om hem een nieuw project van het cursusprogramma voor te leggen. In dit geval wordt de goedkeuringsprocedure deze die door dit besluit wordt vastgesteld.

Art. 6. Ter aanvulling hiervan en met het oog op de kwaliteit van het studieniveau bezorgt de inrichtende macht de administratie het educatief project van de inrichtende macht, het pedagogisch project van de inrichting met het huishoudelijk reglement van de Studieraad, de lijst van de leerkrachten en hun toewijzingen, de lijst van de cursussen en hun structuur, alsook een synthesesnota met :

- de pedagogische en artistieke samenhang die de verschillende cursussen onder elkaar verbindt en die het verband legt tussen de cursussen en het educatief project van de inrichting dat in overeenstemming wordt gebracht met het educatief project van de inrichtende macht;
- de aangewende middelen om te beantwoorden aan de finaliteiten en doelstellingen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, zoals bedoeld in de artikelen 3 en 4 van het decreet.

Art. 7. Het cursusprogramma vermeldt de namen van de inrichtende macht, van de inrichting en, in voorkomend geval, van de vestiging; de naam van het artistieke domein, van de filière, de cursus en/of de specialiteit, het jaar of de groep jaren, de referentie van het programma en/of, in voorkomend geval, de naam van de leerkracht/opsteller.

Art. 8. De nieuwe projecten van cursusprogramma's of de voorstellen van wijzigingen van cursusprogramma's worden per aangetekende brief aan de Administratie bezorgd en dit, ten laatste op 15 februari voorafgaand aan de toepassing ervan.

Art. 9. Binnen de dertig werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van het project van programma, legt de Administratie het advies van de Inspectie aan de Minister voor ter goedkeuring door de Regering.

Art. 10. § 1. Bij een negatieve beslissing ontvangt de Inrichtende macht van de Administratie een uitvoerige analyse die punt voor punt de redenen motiveert van de niet-goedkeuring van het cursusprogramma. Hij beschikt over een termijn van vijfenveertig werkdagen vanaf de datum van mededeling van deze beslissing om de Administratie een nieuw project van cursusprogramma bij aangetekende brief te bezorgen.

Binnen een termijn van dertig werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van het nieuwe project, stuurt de Administratie haar advies en het advies van de Inspectie aan de Minister.

Na advies van de Administratie en de Inspectie keurt de Regering het nieuwe project van programma van cursussen goed.

§ 2. Bij een nieuwe negatieve beslissing van de Regering zal de cursus niet door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd worden.

Art. 11. De cursusprogramma's die vóór 1 september 2009 door de Regering worden goedgekeurd, worden geacht goedgekeurd te zijn overeenkomstig dit besluit.

Art. 12. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 6 juli 1998 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2009.

Art. 14. De Minister bevoegd met het Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT